

# Le virage vert est amorcé

**CLIMAT** Le Conseil national a attaqué, hier, l'examen de la révision de la loi sur le CO2 avec des objectifs bien plus ambitieux que ceux qui avaient conduit à un premier échec du projet au vote d'ensemble.

PAR PHILIPPE CASTELLA, BERNE

C'est un pas historique en faveur du climat qui a été franchi, hier, au Conseil national. Non seulement une nette majorité (140 à 51 et 4 abstentions) a accepté d'entrer en matière sur la révision de la loi sur le CO2. Mais elle s'est montrée plus ambitieuse que le Conseil des Etats sur un point, en prévoyant que les trois quarts de la réduction des émissions de gaz à effets de serre soient réalisés en Suisse, alors que les sénateurs ont fixé la barre à 60%.

On est bien loin, en tout cas, du climat politique délétère qui régnait il y a deux ans. En décembre 2018, le National était déjà entré une première fois en matière sur cette révision. Mais une courte majorité formée du PLR et de l'UDC avait pratiqué de larges tailles dans le projet. Si bien qu'au final, lors du vote d'ensemble, la gauche avait refusé de donner son aval à un projet trop indigent à ses yeux. Ajouté à l'opposition farouche de l'UDC à toute action dans ce domaine, cela avait conduit à un non à un projet qui n'avait plus guère que le soutien du PLR.

## L'eau a coulé sous les ponts

Depuis lors, de l'eau a coulé sous les ponts, pas assez au regard des périodes de sécheresse qui se rapprochent. Mais suffisamment pour élire un nouveau parlement plus vert et donc plus à l'écoute des préoccupations climatiques. Il faut y ajouter le virage vert opéré par le PLR sous l'impulsion de sa présidente Petra Gössi. Cela donne des bases assez solides en vue de l'élaboration d'un projet parlementaire ambitieux.

Il ne le sera certes jamais assez aux yeux des Verts: «Cette loi, c'est vraiment le minimum absolu», a commenté leur nouvelle cheffe de groupe Aline Trede. «Je ne veux pas qu'on



Le Conseil national est entré en matière, hier, sur la loi sur le CO2 qui doit permettre à la Suisse de concrétiser ses engagements contre le réchauffement climatique. Ce dernier accélère la fonte des glaciers, ici celui d'Aletsch, le plus grand des Alpes. KEYSTONE



**«Cette loi, c'est vraiment le minimum absolu.»**

ALINE TREDE  
CONSEILLÈRE NATIONALE (VERTS/BE)



**«Est-ce vraiment le moment d'ajouter des taxes?»**

PIERRE-ANDRÉ PAGE  
CONSEILLER NATIONAL (UDC/BE)

laisse à nos enfants une terre qui ne soit plus habitable», a ajouté la Bernoise.

Bien qu'adepte elle aussi de ce projet, Christine Bulliard-Marbach (PDC/FR) a tenté de lui répondre: «Bien sûr qu'une loi plus ambitieuse peut être sou-

haitable sous l'angle de l'urgence climatique. Mais nous ne devons pas sous-estimer le risque d'un échec devant le peuple.» En bonne démocrate-chrétienne, la Fribourgeoise croit en l'équilibre du projet présenté: «Nous pouvons affir-

mer avec force que cette révision introduit des mesures à la fois efficaces et soutenables du point de vue social.»

Autre vert à s'exprimer, Bastien Girod (ZH) a même tenté de convaincre l'UDC de se rallier au projet en avançant des arguments patriotiques: «Si vous voulez tenter de défendre la Suisse, ses glaciers et réduire la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger, il vous faut voter cette loi.»

## La crise du coronavirus

Mais c'était peine perdue. Le premier parti de Suisse va puiser dans la crise sanitaire et économique que l'on traverse de nouveaux arguments contre cette réforme. «Avec le corona-

virus, on a vu à quelle vitesse l'économie mondiale peut être déséquilibrée», a avancé Mike Egger. Après tous les milliards dépensés pour parer à cette crise, pas question pour le Saint-Gallois d'introduire de nouvelles taxes. «Est-ce vraiment le moment d'ajouter des taxes?», répète en français son coreligionnaire Pierre-André Page. «Après le Covid-19, serait-ce le règne du Pochvid-19?», tente le Fribourgeois.

Mais l'UDC s'est retrouvée seule dans son combat. Autre Fribourgeois à s'exprimer hier, au nom du PLR, Jacques Bourgeois tient un discours radicalement différent: «Le statu quo ne constitue pas une option. Il est de notre devoir et de notre respon-

sabilité de sauvegarder les ressources naturelles pour les générations futures.»

Côté vert-libéral, on se réfère aussi au coronavirus, mais pour en tirer d'autres conséquences qu'à l'UDC. «Il est difficile voire douteux de mettre en relation le changement climatique et la crise du Covid-19», estime François Pointet. Mais «une chose est sûre» pour le Vaudois: «Ignorer notre impact sur le climat et rester sans rien entreprendre aura des conséquences sur notre société et notre économie qui feront passer la crise du Covid-19 pour une crissoulette.»

## Combat au nom des glaciers

Enfin, côté socialiste, Mathias Reynard est allé puiser ses arguments dans ses montagnes valaisannes, où le phénomène est amplifié: «Lorsque le climat se réchauffe de deux degrés sur la planète, la température augmente de quatre degrés dans notre région.» Et d'illustrer: «Le plus grand glacier des Alpes, celui d'Aletsch, se retire de presque 40 mètres chaque année depuis dix ans. Celui de ma commune de Savièse, Tsanfleuron, n'en a pas pour plus de 20 ans selon les spécialistes.»

Une fois l'entrée en matière approuvée, les élus se sont montrés plus discordants sur les objectifs de cette réforme. Ils ont néanmoins réussi à tracer une ligne assez courageuse. Après avoir rejeté des objectifs plus (des Verts) et moins (de l'UDC) ambitieux, ils rejoignent le Conseil des Etats en visant une réduction de moitié des gaz à effet de serre d'ici à 2030, par rapport à 1990, conformément à l'Accord de Paris. Et ils le dépassent, comme déjà dit, quant à la part de réduction à réaliser dans le pays.

Le débat se poursuit, aujourd'hui, avec notamment en point de mire la question très sensible d'une taxe sur les billets d'avion.

## «Le Parlement fédéral fait un petit pas»

De juin 2019 à mai 2020, les températures mensuelles ont été systématiquement au-dessus des moyennes de la période 1981-2010. Cela n'était jamais arrivé sur douze mois d'affilée. Alors que les records de chaleur se répètent depuis plusieurs années, comment Martine Rebetez, professeure de climatologie à l'Université de Neuchâtel et à l'Institut fédéral de recherches sur la forêt, la neige et le paysage WSL, perçoit-elle la nouvelle mouture de la loi CO2? Entretien.

### Etes-vous soulagée que le monde politique empigne enfin ce dossier?

Soulagée, c'est trop dire. Le Parlement fait un petit pas. On s'achemine vers un compromis entre les personnes qui veulent atteindre les objectifs climatiques et celles qui souhaitent exporter l'effort à l'étranger. Avec cette loi, nous remettons encore la facture climatique à plus tard.

Mais plus tard, c'est de plus en plus proche. Ceux qui payeront le prix le plus fort sont les jeunes d'aujourd'hui, mais aussi tous ceux qui vivront au-delà de 2050.

### Pourtant, en Suisse, les émissions de gaz à effet de serre par habitant diminuent...

Oui, un peu, mais c'est très insuffisant. La Suisse n'a pas respecté le protocole de Kyoto sur son territoire et elle a acheté des certificats à l'étranger pour compenser ses émissions excessives. L'industrie a délocalisé une partie de sa production. Notre mobilité a augmenté ses émissions. Enfin, les banques et autres caisses de pension continuent de financer l'extraction d'énergies fossiles.

### Taxer les énergies fossiles et les voyages en avion, est-ce vraiment efficace pour lutter contre le réchauffement cli-

### matique?

Cela fait partie d'un tout: il faut favoriser les énergies renouvelables et défavoriser leur équivalent fossile. La taxe sur les billets d'avion n'est pas suffisante, car l'aviation ne paie pas les coûts réels qu'elle engendre, qu'ils soient environnementaux (gaz à effet de serre) ou sanitaires (bruit, pollution).

### Ne craignez-vous pas des inégalités en raison de ces taxes?

La taxe sur l'essence est dérisoire par rapport aux coûts d'une voiture et ne contribuera qu'à une hausse inférieure à 10% du prix du carburant. Quant à celle sur les billets d'avion, elle ne suffira pas à



**«Avec cette loi, nous remettons encore la facture climatique à plus tard.»**

MARTINE REBETZ  
PROFESSEURE DE CLIMATOLOGIE  
À L'UNIVERSITÉ DE NEUCHÂTEL

inciter à privilégier le train sur les courtes distances. Mais là aussi, il est possible d'agir en développant de meilleures connexions ferroviaires et en diminuant les tarifs. De manière générale, retourner une partie des produits de ces taxes à la population est une option équitable. Utiliser le reste et d'autres fonds pour la transition écologique me paraît un bon investissement.

### A l'heure de la crise économique, est-ce vraiment le bon moment de créer de nouvelles taxes?

Cela fait 30 ans que l'on répète que ce

n'est pas le moment de protéger le climat et d'investir dans notre avenir. Aujourd'hui, il est plus qu'urgent de favoriser la transition énergétique. Si l'on adopte des taxes en annonçant des augmentations progressives, la population peut planifier ses achats et est incitée à choisir des véhicules ou des systèmes de chauffage avantageux et sans énergie fossile.

### Au-delà des taxes, que préconisez-vous?

Il faut informer le public pour qu'il adhère aux mesures. Agir sur la finance helvétique qui contribue à la destruction de la forêt tropicale et à l'extraction des combustibles fossiles. Et orienter la formation et la recherche vers les énergies renouvelables, de l'apprentissage à la recherche de pointe. **PROPOS RECUEILLIS PAR SEVAN PEARSON**